L’Inde sous la menace de l’hindouisme politique

Siyad Sayid
25 mai 2019

- **Français**
- **English**

Texte inédit pour le site de Ballast

Les résultats des élections législatives en Inde viennent de tomber : le parti nationaliste hindou (le BJP) a remporté une majorité confortable, reconduisant son leader Narendra Modi au poste de Premier ministre pour un second mandat de cinq ans. L’idéologie portée par son parti est en totale opposition avec la vision que les pères fondateurs de l’Inde — Gandhi, Nehru et Ambedkar — avaient développée pour leur pays après avoir conquis l’indépendance, en 1947. Cette forme politique de l’hindouisme, conjointement avec l’essor du capitalisme, a permis à l’élite traditionnelle de prendre une place prépondérante dans la gestion du pays, reposant sur la loi de la majorité. Le discours de haine et la stratégie de division communautaire auquel recourt le parti aujourd’hui s’enracine dans une histoire longue, qui a vu se maintenir au pouvoir, des siècles durant, une élite de caste. ☰ Par Siyad Sayid

---



L'Inde présente une réalité sociale bien spécifique : en plus de la traditionnelle hiérarchie de classes, elle s'appuie sur un système de castes qui remonte à la haute Antiquité, quand des groupes venus de Perse — les Aryens[1] ou Indo-Iraniens — arrivèrent aux frontières de ce que l'on appelle aujourd'hui l'Inde et chassèrent vers le sud la population autochtone de la vallée de l'Indus. Les membres de la classe dirigeante ne tardèrent pas à se faire appeler les *arya* ; quant aux non-Aryens, ils furent dénommés *dasa* (« esclaves »). C'est de là que date le début de la stratification de la société, fondée sur la place prise par chacun dans le processus de production. Au fil des siècles, la société indienne se divisera en quatre groupes endogames appelés *jati* (« castes ») : en haut de l'échelle, les *brahmin* (« prêtres »)[2], puis les *kshathriyas* (« guerriers »), suivis des *vaishyas* (« commerçants »), et enfin les *shudras* (« serviteurs »). Ceux qui ne font pas partie du système de castes sont considérés comme des parias et leurs descendants, appelés *Dalits*[3] (« opprimés », « Intouchables »), continuent aujourd'hui encore de mener une existence misérable[4].

« La hiérarchie des individus, fondée sur leur naissance et leur profession, a survécu aux réformes sociales et aux remaniements politiques au cours de l'Histoire. »

En raison de sa conception et de sa mise en œuvre sophistiquées, la hiérarchie des individus, fondée sur leur naissance et leur profession, a survécu aux réformes sociales et aux remaniements politiques au cours de l'Histoire. Le système des castes a aussi été renforcé par le réveil d’individus ou d’organisations appartenant à la classe des prêtres. Leur philosophie, le « brahmanisme », inclut des mécanismes de résistance au changement fondés sur l'assujettissement de ceux qui occupent une place inférieure dans les domaines social, politique, économique et spirituel : le brahmanisme et le système de castes qui le sous-tend traversent l'ensemble des classes et des religions — quoiqu'il soit plus particulièrement pratiqué chez les hindous[5]. L'arrivée des invasions

islamiques dans le nord de l'Inde après le X^{e} siècle a considérablement modifié l'*ethos* culturel et religieux de la population. Un grand nombre de castes inférieures se sont alors converties à l'islam, principalement en raison de l'oppression qu'exerçait sur elles l'hindouisme. La conversion forcée, pour instaurer un rapport de soumission, et la conversion volontaire par les membres de la classe dirigeante, pour se partager le pouvoir, sont d'autres raisons de ce ralliement à l'islam.

Le « Raj britannique » et la lutte pour l'indépendance

Lorsque les Européens arrivent en Inde, avec l'objectif affiché d'y faire commerce — et celui, inavoué, de se livrer au pillage et de trouver de l'or —, le pays est divisé en plusieurs royaumes. Avant l’acquisition progressive de la majeure partie du territoire indien par les Britanniques, personne n'a encore gouverné l’ensemble de ce gigantesque territoire[6]. En 1757, la Compagnie britannique des Indes orientales entreprend de coloniser et diriger le sous-continent afin de s'approvisionner à bas prix en matières premières — entraînant ainsi, en Europe, la révolution industrielle. L'expansion de la Compagnie dans toute l'Inde suscite un mécontentement général chez les rois à la tête de divers petits royaumes, bien que certains soutiennent les Britanniques en échange d'un appui militaire afin d'affronter leurs rivaux. En 1857, peu après la répression menée par la Compagnie contre la résistance locale des rois, une mutinerie éclate parmi les soldats indiens de l'armée britannique ; ils seront bientôt suivis par la noblesse féodale, les propriétaires terriens ruraux et les paysans. C'est la première guerre d'indépendance, au cours de laquelle des peuples de toutes classes, castes et religions lutteront côte à côte contre les Britanniques. Après 1857, la Compagnie est dissoute ; les « sujets » indiens dépendront désormais de la Couronne britannique.



Mutinerie de 1857, par Jason Askew

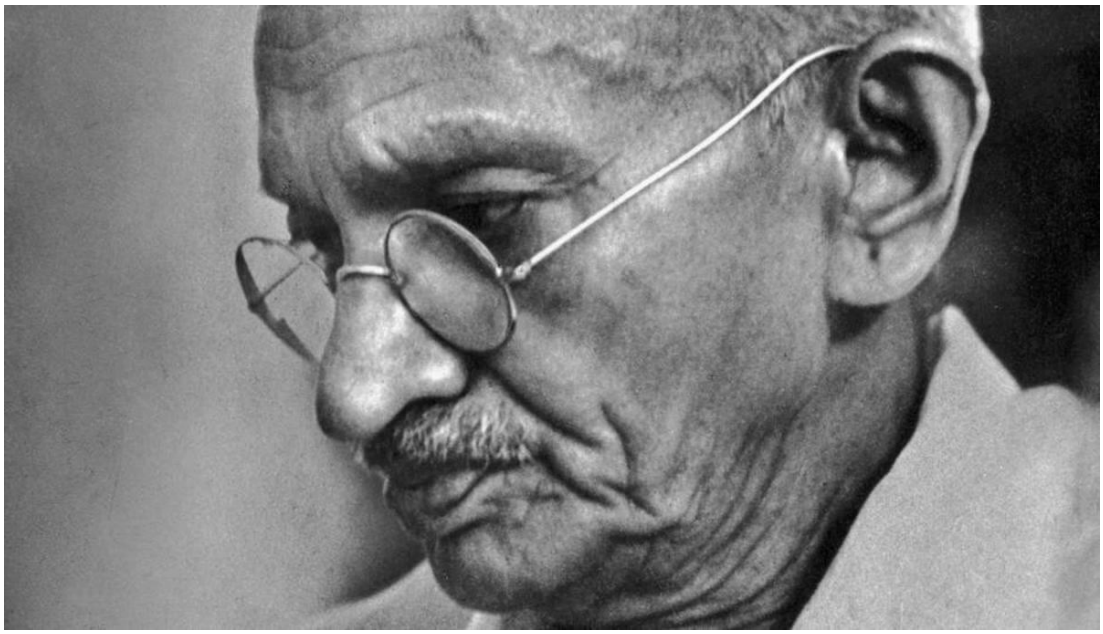
Le « Raj britannique[7] », initialement enclin à la réforme, revêt alors une tonalité autoritaire et paternaliste. Afin de donner l'illusion d'un partage du pouvoir, les colons introduisent la représentation politique : ils décident que les intérêts des Indiens ne le seront plus à titre individuel mais qu'ils doivent être ceux d'un groupe, d'un clan ou d'une communauté. Les assemblées législatives des provinces administratives de l'Inde britannique délimitent arbitrairement des territoires de façon à ce que des communautés soient représentées plutôt que des individus. Cette division des communautés entre elles est fondée exclusivement sur la religion, et part du principe que toutes les classes et castes d'une même communauté religieuse ont des intérêts similaires. Inquiets à l'idée d'une nouvelle révolte des classes inférieures, les Britanniques adoptent la politique du « diviser pour mieux régner[8] » (jusqu'en 1857, les musulmans et les hindous cohabitaient en bonne intelligence au sein des classes ouvrières et commerçantes, en dépit de leurs différences socioculturelles). La classe dirigeante, et en particulier les brahmanes, s'aligne le plus souvent aux côtés des Britanniques — contribuant dès lors à perturber l'harmonie communautaire par la provocation d'émeutes.

« Afin d’empêcher que les colonisés ne s’organisent, les Britanniques encouragent les divisions. »

Les méthodes des Britanniques, qui en plus d'imposer leur soumission considèrent les castes comme peu ou prou égales, n'en suscitent pas moins le mécontentement des élites. Les colons exercent une influence considérable sur la société, légalisant le remariage des veuves et abolissant des pratiques odieuses telles que la *sati*[9], au grand dam des castes supérieures de la société hindoue. Les Britanniques constituent le Congrès national indien (INC), avec pour objectif premier de contenir la résistance desdites élites. Initialement conçu comme un association informelle, il ne tarde pas à devenir un lieu de résistance coordonné, dirigé par des élites de toutes les castes, classes et religions. Le Congrès exige une représentation croissante dans l'administration et, enfin, le départ des Britanniques, ceci sous l'impulsion de Gandhi, seul dirigeant à faire l'unanimité chez les hindous comme les musulmans. Afin d'empêcher que les colonisés ne s'organisent, les Britanniques encouragent les divisions : celles-ci se traduisent bientôt par la formation de la Ligue musulmane en 1906, par l'élite musulmane, et de l'Hindu Mahasabha par l'élite hindoue en 1915 — remplacé en 1925 par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS). La Ligue musulmane et le RSS font le choix de rassembler des membres de leurs religions respectives, affaiblissant dès lors le Congrès. Cette politique atteindra son point culminant avec la « Théorie des deux nations », qui préconise la création d'une nation distincte pour les musulmans, décrits et perçus comme culturellement différents. La formation de la Ligue musulmane et du RSS jouera un rôle majeur dans les très nombreuses émeutes communautaires qui se produiront à un rythme croissant[10].

Bien que le RSS se décrive comme une organisation culturelle, il entend réussir à faire de l'Inde un État théocratique hindou dirigé par la classe des prêtres (les brahmanes) en moins de 100 ans, à compter de sa création (c'est-à-dire d'ici 2025), et ce par *tous* les moyens. Son idéologie s'inspire du nazisme[11] et son programme d’entraînement militaire emprunte aux méthodes de Mussolini[12]. Le RSS croit dur comme fer à la « suprématie aryenne » et au nationalisme chauvin, qui relègue les non-hindous dans une citoyenneté secondaire. Il entreprend de créer des *shakhas* (« branches ») dans tout le pays afin d'organiser et de former militairement les hindous pour combattre les « ennemis » — notamment les musulmans et les chrétiens, ainsi qu'un récent groupe qui commence à prendre de l'importance : les communistes[13]. À toutes les étapes de leur histoire, les communistes se sont heurtés en Inde à une vive opposition des élites. Outre le fait de n'être pas parvenus à accéder au pouvoir au niveau national, ils ont eu des difficultés à faire accepter leur idéologie par les masses (à l'exception de deux ou trois États), principalement parce que celle-ci s'adapte mal à la situation indienne et néglige l'importance des castes dans la structure sociale du pays. À propos de la nation, ces groupes affichent trois idées principales : la vision communiste, selon laquelle

l'indépendance vis-à-vis des Britanniques n'est qu'une première étape qui doit être suivie de l'organisation et du triomphe du prolétariat ; la vision d'une social-démocratie laïque, portée par le Congrès et fondée sur un nationalisme anticolonial inclusif ; enfin, la vision du RSS, celle d'une nation théocratique fondée sur l'hindouisme politique, appelée « Hindutva ».



Gandhi (Getty Images)

L'Inde post-coloniale

Immédiatement après l'indépendance et la partition du pays, Gandhi est assassiné par un nationaliste hindou du RSS. Sa mort détourne les membres du Congrès, et le public en général, de l'organisation militante hindoue. Le successeur désigné de Gandhi, Jawaharlal Nehru, est un laïc convaincu persuadé que le communautarisme religieux représente la principale menace pour l'identité indienne. Pendant son mandat, il veillera à ce que le RSS demeure sous contrôle. Nehru a également conscience que l'inégalité inhérente au capitalisme constitue un risque pour l'égalité politique promise par le concept de « citoyenneté », tel qu'inscrit dans la Constitution : il est convaincu qu'un modèle de gouvernance fortement inspiré de la planification soviétique, mais placé sous l'égide d'un système parlementaire démocratique, permettra d'obtenir l'indépendance économique. Nehru charge son ministre de la Justice, B. R. Ambedkar, d'écrire, sur le modèle parlementaire, une Constitution à même d'établir l'égalité sociale. Ambedkar est un critique virulent du système de castes, non seulement parce qu'il est *dalit*, mais

également parce qu'il considère que le principal obstacle au progrès de l'Inde est le fruit de cet esclavage principiel et graduel, profondément ancré dans l'esprit de son peuple ; il rédige des clauses constitutionnelles destinées à améliorer le niveau de vie des classes inférieures et se bat pour réformer l'hindouisme.

> ***« L'influence du socialisme tel qu'il est porté par Nehru et Ambedkar alarme les élites hindoues, inquiètes à l'idée de perdre leur pouvoir. »***

L'influence du socialisme tel qu'il est porté par Nehru et Ambedkar alarme les élites hindoues, inquiètes à l'idée de perdre leur pouvoir. Depuis la création du RSS en 1925, le soutien dont il bénéficiait concernait surtout les personnes issues des castes supérieures. Celles-ci vont alors se consacrer en premier lieu à élargir discrètement son influence auprès de diverses communautés, comme la classe ouvrière[14], les agriculteurs, les propriétaires terriens, et même les populations tribales, en créant plusieurs organisations qui prendront l'appellation collective de « Sangh Parivar ». La volonté d'extension sociale du Parivar reprend, des années plus tard, alors qu'un rapport parlementaire (celui de la Commission Mandal) établit que 52 % de la population indienne (soit 40 % des électeurs) appartient à la Other Backward Class (OBC) — les « autres classes défavorisées ». Ce rapport conseille au gouvernement d'attribuer à cette population OBC un certain pourcentage d'emplois et de sièges dans des établissements d'enseignement ou d'autres institutions — une mesure populiste susceptible de profiter aux personnes financièrement défavorisées appartenant aux s*hudras* (la classe ouvrière, dans le système de castes) et aux musulmans, mais aussi à la population hindoue des OBC.

Au même moment, en 1980, se crée l'aile politique du RSS : le parti Bharatiya Janata (BJP). Le BJP comprend l'importance qu'il y a à élargir son influence parmi la population hindoue des OBC. Pour cela, il doit faire en sorte que l'écart, amorcé par l'assassinat de Gandhi, se creuse entre hindous et musulmans. Des militants de l'Hindutva lancent alors le mouvement Ram Janmabhoomi Mandir (« Temple du lieu de naissance de Ram »), qui demande la construction d'un temple pour le dieu Ram dans la ville d'Ayodhya : Ram est un dieu aryen, particulièrement important pour la classe des prêtres ; il se serait réincarné dans cette ville. Mais le site sacré de Babri Masjid, qui doit accueillir le temple en question, se trouve être une mosquée construite par le premier empereur moghol, Babar, vers 1528. Le différend entre hindous et musulmans autour de ce site a débuté dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle, mais il a repris de l'importance après la partition de l'Inde et du Pakistan en 1947. En 1990, pour s'attirer les faveurs de la population

hindoue des OBC et préserver le pouvoir des élites, le BJP organise des processions religieuses à travers tout le pays, intitulées *Ram Rath Yatra* (« Procession du char de Ram »). Les défilés, qui provoquent l'ire des musulmans et exacerbent les sentiments antimusulmans des hindous, se soldent par des émeutes. Soutenus par le RSS, des hindous ayant installé des idoles de Ram et de Sita se mettent à revendiquer l'appropriation du site et exigent la destruction de la mosquée — la rumeur veut que les idoles y soient apparues miraculeusement, indiquant la volonté du dieu Ram d'avoir un temple à cet emplacement. Le site fait l'objet de contestations ; la mosquée est fermée.



Rath Yatra conduite par l'un des fondateurs du BJP, L.K Advani.

C'est au cours du mandat d'Indira Gandhi[15], la fille de Nehru, que le Sangh Parivar commence a infiltrer les institutions gouvernementales. Pour soutenir sa tentative de revenir au pouvoir après un échec électoral, Indira Gandhi coopère avec des groupes politiques et des organisations de toutes religions et castes. Elle engage des militants radicaux afin d'infiltrer les partis de l'opposition et les affaiblir. Cette stratégie l'a conduite en 1984 à déclencher l’opération militaire « Opération Bluestar », qui vise à assassiner des militants politiques régionaux sikhs dans le Temple d'or — elle conduira quelques mois plus tard à son assassinat par deux de ses propres gardes du corps, également sikhs. De leur côté, des bureaucrates proches des organisations nationalistes hindoues se mettent à occuper des positions importantes dans le gouvernement. Le

Sangh Parivar aura été le plus grand bénéficiaire de ces échanges de faveurs. Après la mort d'Indira Gandhi, une décision de son fils et successeur en tant que Premier ministre, Rajiv Gandhi, accroît encore l'influence du RSS : il cède aux pressions de groupes religieux musulmans pour annuler un arrêt émis par le pouvoir judiciaire visant à réformer certaines pratiques religieuses — ce qui confère au RSS l'opportunité de le présenter, lui et son gouvernement, comme flattant les musulmans orthodoxes. Le Sangh Parivar attise chez le peuple le besoin de s'organiser pour lutter contre la consolidation des musulmans orthodoxes, supposés vouloir détruire la culture hindoue. Il exige l'ouverture de la mosquée de Babri Masjid afin d'abriter les cultes hindous ; Rajiv s'y résigne. Cette mobilisation nationale amène quelque 200 000 militants du RSS (conduits par des élus des organes parlementaires centraux et étatiques) à se rendre des quatre coins du pays jusqu'à Ayodhya pour occuper la mosquée, puis la détruire méthodiquement — se vengeant ainsi, en 1992, des musulmans qui avaient blessé leur fierté en démolissant le temple de Ram en 1528.

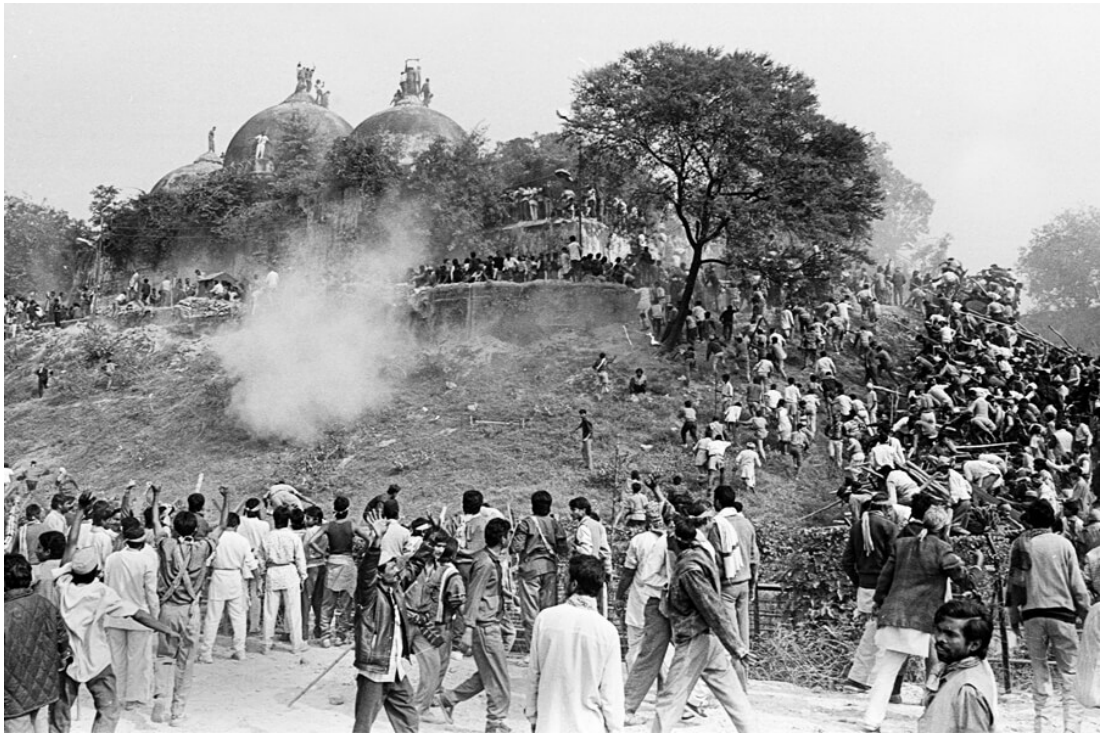
L'essor conjoint de l'Hindutva et du capitalisme

« Le vote par religion devient la norme et la méthode la plus efficace pour accéder au pouvoir, bien que cela soit interdit par la Constitution. »

Cet épisode marque un tournant dans l'histoire de la jeune nation. La démolition est relayée *via* la télévision dans l'Inde tout entière. Des groupes hindous organisent des marches victorieuses à travers le pays, entraînant des émeutes généralisées. Dans bon nombre de régions, les musulmans répliquent par des marches de protestation, qui le plus souvent dégénèrent en violences. À Bombay, connue aujourd'hui sous le nom de Mumbai[16] et réputée pour être la ville la plus cosmopolite de l'Inde, se déroulent des émeutes de grande ampleur, entraînant la mort d'environ 1 000 personnes. La polarisation amorcée pendant la période coloniale s'accélère à toute vitesse. Le vote par religion devient la norme et la méthode la plus efficace pour accéder au pouvoir, bien que cela soit interdit par la Constitution.

Dans le même temps, le gouvernement lance des réformes destinées à ouvrir l'économie. L'Inde, qui recourait à un système de taux de change fixe jusqu'en 1991, se met à partir de 1985 à afficher des problèmes de balance des paiements. En 1990, le gouvernement est à deux doigts de l’insolvabilité : il est tiré d'affaire par le FMI, qui accepte de renflouer les caisses de l'État... à condition de libéraliser de l'économie. Le Congrès abandonne son projet socialiste au profit de mesures économiques néolibérales,

sous l’égide du ministre des Finances Manmohan Singh, formé à « Oxbridge » et futur Premier ministre (en 2004). Le parti-pris néolibéral représente un changement majeur, jusque dans les déclarations officielles : du nationalisme inclusif nehruvien, l'Inde passe au nationalisme bourgeois conventionnel et expansif, comparable à celui qui prévalait en Europe durant la révolution industrielle. La croissance du PIB au détriment des conditions de vie de la population active est un excellent indicateur de ce tournant. L'idée se répand, telle une antienne, que l'Inde est en passe de devenir une « superpuissance économique » ; on se met à envisager chaque problème, ou presque, sous ce prisme.



Destruction de la mosquée Babri Masjid (T. Narayan)

Ce type de nationalisme bourgeois considère la nation comme distincte de son peuple, placée au-dessus de lui : on attend du peuple qu'il se sacrifie pour elle et n'en retire aucun avantage matériel. En parallèle, les forces de l'Hindutva érigent la nation au rang de concept métaphysique. Les néolibéraux s'éloignent des politiques démocratiques (la bureaucratie financière, généralement recrutée auprès de la Banque mondiale et le FMI, reste inchangée même lorsque les gouvernements changent), mais pas encore suffisamment à leur goût : ils doivent en effet se doter de moyens supplémentaires pour que les revendications démocratiques du peuple ne mettent pas leurs projets en péril, en période de crise économique de surcroît[17]. C'est alors que s'ébauche l'association de l'Hindutva avec le capitalisme. En 1996, le Congrès achève son mandat, juste avant

qu'apparaissent d'importantes failles dans le système politique indien. Le premier gouvernement de l'Hindutva (ouvertement de droite) parvient au pouvoir dans le vaste État du Maharashtra (dont la capitale est Bombay, capitale financière du pays) ; en 1999, le fondateur du BJP, A. B. Vajpayee, accède au gouvernement central. Le gouvernement poursuit sa politique néolibérale tout en ouvrant la voie à une nouvelle ère pour l'Hindutva : les programmes des établissements d'enseignement sont modifiés, les bureaucrates favorables à l'Hindutva dotés de postes importants. De toute évidence, le RSS a les yeux rivés sur des objectifs à long terme. Le gouvernement du BJP est marqué en 2002 par le génocide de musulmans[18] commis dans l'État du Gujarat[19], sous les directives de son ministre en chef[20] — un ancien militant du RSS au Gujarat, doté d'une ambition de pouvoir que nul n'a égalé dans l'histoire du pays : Narendra Modi[21].

« Dans un Gujarat profondément polarisé, Modi veille à ce que les musulmans soient traités comme des citoyens de seconde zone, en instillant la peur dans les esprits. »

Après le génocide, Modi s'impose comme le leader incontesté de l'État du Gujarat. Il se fait appeler « *Hindu Hriday Samrat* » (« l'Empereur du cœur des hindous ») et se montre impitoyable face aux « injustices » infligées aux hindous. Dans un Gujarat profondément polarisé, il veille à ce que les musulmans soient traités comme des citoyens de seconde zone, en instillant la peur dans les esprits. Les hindous affichent publiquement leur fierté d'avoir « remis les musulmans à leur place ». De nombreux habitants du Gujarat considèrent que la concurrence commerciale et industrielle a contribué au génocide ; mais, très vite, les hindous écarteront leurs homologues musulmans d'autres domaines. En quelques années, Modi se réinvente et apparaît comme l'homme providentiel en matière de développement. Le Gujarat, fort d'une communauté d'industriels, de commerçants et d'hommes d'affaires, continue de développer le modèle capitaliste sous les auspices de Modi et connaît une croissance plus rapide que la plupart des autres États. Le droit du travail y est bafoué et les terrains sont cédés à prix cassés afin de permettre aux entreprises de s'y installer et se développer. À cela s'ajoute une campagne marketing titanesque menée par Modi et le BJP, qui contribue à lui assurer une visibilité confortable dans les médias nationaux. Le fait que de nombreux groupes d’entreprises soient originaires du Gujarat lui est favorable[22], et le conforte dans l'idée de se porter candidat au poste de Premier ministre du BJP. Ce dernier, dirigé par ses compères et soutenu par les médias, décrit avec succès le principal chef de l'opposition, Rahul Gandhi, comme un ignorant (« *Pappu* »). Le RSS fait de la lutte contre la corruption la plateforme idéale pour fédérer les partisans de Modi. Sans pour autant se mettre au

premier plan, le RSS mobilise gourous, bureaucrates et personnalités de la société civile pour lancer à Delhi la campagne « L'Inde contre la corruption ». Tous ces éléments, associés à de massives manœuvres de relations publiques menées par les meilleures agences de communication mondiales, ainsi qu'à l'absence d'une opposition réelle, permettront en mai 2014 à Modi de devenir Premier ministre et de bénéficier d'une majorité, pour la première fois depuis 1984. Avec la promesse que le Gujarat soit « un modèle ».

Le début d'une ère sombre

Au début de son mandat, Modi consolide sa position au sein de son parti et du gouvernement, écartant tous ceux qui pourraient constituer une menace pour lui. Le gouvernement BJP devient bientôt le « gouvernement Modi ». Il se lance alors dans de grands projets (songeons à « *Make in India* », censé augmenter la production industrielle), mais aucun d'eux ne se concrétisera. Il se rend dans les pays voisins — y compris le Pakistan, ennemi juré de l'Inde — en s'affichant comme un leader mondial. De nombreuses décisions de Modi ont en réalité pour objectif les élections de mai 2017 dans le plus grand État indien, Uttar Pradesh. Le BJP l'emportera à une écrasante majorité, avec 325 sièges sur 403. Modi et le leader du BJP Amit Shah installent alors, sur les conseils du RSS, un moine hindou à la tête de cet État, Yogi Adityanath, connu pour ses actes de violences avérés contre des minorités.



Drapeaux du BJP (DR)

En 2017, le gouvernement Modi instaure des restrictions légales sur l'abattage du bétail, criminalisant ainsi la violence exercée sur les vaches. Les inculpations pour meurtre de vaches augmentent dans ce pays, où celles-ci, pour nombre d'habitants du nord, sont tenues pour sacrées. Si, jusqu’au X^{e} siècle, l'ensemble de la population mangeait des animaux, bœuf compris, les castes supérieures ont commencé à interdire la viande à l’époque des invasions islamiques afin de mettre en avant leur pureté et de se distinguer des autres. Quant aux castes inférieures, elles se voyaient de plus en plus considérées comme impures, du fait de leur travail consistant à dépouiller les bovins morts et à manger de la viande. L'idée de pureté ne concernera plus seulement les mœurs sexuelles, mais aussi les habitudes alimentaires. Pour le Sangh Parivar, cette croyance — qu'il a largement contribué à populariser — a un rôle stratégique : créer une figure de « l'autre » fondée sur son alimentation. Il devient ainsi plus aisé pour lui de consolider l'influence des hindous dans toutes les castes et d’attaquer les musulmans, de même que d’autres minorités telles les chrétiens ou les Dalits. Les meurtres commis par lynchage passent rapidement pour des événements banals. S'ils bénéficient au départ d'une couverture médiatique importante, ils sont de moins en moins perçus comme problématiques.

« Les forces de l’Hindutva ne sont pas seulement réactionnaires, elles sont aussi contre-révolutionnaires. »

Comme dans la plupart des régimes autoritaires, le gouvernement se livre à une guerre sans merci contre les établissements d'enseignement. Ceux qui prennent la parole contre lui sont traités d'antinationaux ; ceux qui se prononcent contre la politique de Modi sont accusés, chaque jour un peu plus, d’œuvrer contre l'Inde. Aidé par la privatisation et la mercantilisation de l'éducation à l'œuvre depuis les années 1990, le gouvernement Modi encourage l'anti-intellectualisme en nommant des académiciens peu qualifiés mais sympathisants du Sangh Parivar. Ce dernier a depuis longtemps compris que l'hégémonie intellectuelle était le prélude à d'autres formes d'hégémonie. La position agressive de ces « académiciens » est une offensive manifeste contre la pensée et la raison ; elle permet de contrecarrer tout changement social progressiste réalisé au cours des 70 dernières années, y compris l'élévation, si minime soit-elle, du niveau de vie des plus opprimés.

Les forces de l'Hindutva ne sont pas seulement réactionnaires, elles sont aussi contre-révolutionnaires. L'intégralité de leur programme politique est centré sur le concept d'*Hindu Rashtra* (« nation hindoue »), où quelques personnes appartenant au Sangh Parivar et à l'oligarchie industrielle décident ensemble de la politique de l'État — même si, pour le moment, le pouvoir est concentré dans les mains du seul Modi. Un autre élément important tient à la façon dont le système de castes est central dans l'hindouisme institutionnalisé. Le nationalisme expansif adopté par les forces de l'Hindutva vise en effet à revenir aux anciennes hiérarchies, conformément au concept vague et travesti d’« humanisme intégral » que mobilisent leurs idéologues. Revenir sur les bouleversements sociaux et politiques qu'a connus l'Inde depuis son indépendance, créer une contre-révolution sociale, recourir à la terreur contre quiconque rêve d'une société moins inégalitaire et appliquer des lois sur la sédition vis-à-vis de ceux qui dénoncent les injustices sociales ne peut conduire à aucune forme d'équilibre social. Une situation particulièrement dangereuse se profile plutôt, sans perspectives ni potentiel progressiste, condamnant l'Inde à rejoindre le rang des prétendus « États défaillants » — à l'instar de son voisin immédiat le Pakistan. Le pays redeviendrait un ensemble d'États divisés par la langue, la caste et la religion, se querellant fréquemment entre eux.



Narendra Modi (AFP)

Il est donc essentiel qu’un collectif constitué d’éléments progressistes fédère les classes opprimées et s'oppose à l’assaut mené par les partisans de l’Hindutva contre les institutions démocratiques sous couvert de nationalisme. Compte tenu de la fragmentation actuelle de l'opposition, il est très peu vraisemblable que cela se produise dans un avenir immédiat. La chute de Modi est toutefois plus probable qu'on ne le pense en raison de ses différends avec le Sangh Parivar, d'ores et déjà manifestes : le Sangh n’apprécie pas les tendances autoritaires du Premier ministre, ni sa réticence à partager le pouvoir. Mais son incapacité à trouver une alternative à Modi, combinée à la mise à l'écart de toutes les alternatives possibles par Modi lui-même, a abouti à une impasse. Le Premier ministre aura du mal à conserver le pouvoir sans l'aide du Sangh, et le Sangh aura beaucoup de mal à trouver un autre dirigeant de la stature dudit ministre, dont le sang-froid s'avère nécessaire pour que l'Inde se rapproche d'une « nation hindoue ».

Demeure ouverte la question de savoir ce qu'il restera de l'identité indienne dans la bataille multidimensionnelle entre le tout-puissant Modi et son clan, le Sangh Parivar et la population opprimée, guidée par des intellectuels et dirigeants politiques progressistes. « *L'Inde est semblable à un ancien palimpseste sur lequel ont été inscrites des couches de pensée et de rêverie, et pourtant aucune de ces couches n'a jamais complètement caché ni effacé ce qui avait été écrit auparavant* », écrivait Jawaharlal Nehru. Le nationalisme hindou tel qu'il se déploie de nos jours menace de détruire

complètement ce palimpseste et de faire apparaître, en filigrane, la trace de quelque danse macabre. Cette idée de l'Inde — qui, pour une large majorité, est une notion difficile à expliquer — est aujourd'hui menacée : c’est une bataille qui, si longue et ardue soit-elle, doit être menée à tout prix.

« The Crumbling Idea of India », traduit de l'anglais par Aurélien Lécuyer, pour Ballast.
Photographie de bannière : Rath Yatra (DR)

NOTES

1. Le terme « aryen », présent dans le Rig-Véda — l’un des plus anciens textes sacrés —, sera ensuite faussement interprété par les intellectuels occidentaux du XIX^{e} siècle. En dépit de l’opposition académique à son utilisation, nous ferons appel à ce terme dans le présent article car il a un vaste champ d’implications dans l’économie politique indienne contemporaine.

2. La classe des prêtres détenait alors, et continue de détenir, une part disproportionnée du pouvoir alors qu’elle représente à peine 5 % de la population. Ce pouvoir découle principalement du statut des brahmanes dans la société, qui les autorise à promouvoir ou à rétrograder des individus d’une caste à l’autre. Ils ont par ailleurs l’apanage de droits exclusifs sur l’apprentissage et l’utilisation des Écritures religieuses et la conduite des rituels associés aux dieux. Le système de castes a évolué au fil du temps pour devenir un système sociopolitique religieux, dominé par les castes supérieures.

3. Le terme *Dalit* a été créé par B. R. Ambedkar, le père de la Constitution indienne, lui-même *Dalit*. Il signifie littéralement « opprimé ».

4. Dans certains villages, l’eau de certains puits est refusée aux Dalits.

5. L’ensemble des pratiquants religieux, quelle que fût leur obédience, ont été désignés comme « hindous » après l’arrivée des Européens.

6. Le plus grand royaume ou empire ayant eu à sa tête l’empereur Akbar, de la dynastie musulmane Moghol, qui régna dans certaines régions du nord de l’Inde entre 1526 et 1858.

7. *Raj* signifie « régime » ou « empire » en hindi.

8. La même méthode sera plus tard utilisée en Palestine.

9. La *sati* est une coutume funéraire au cours de laquelle une veuve s’immole sur le bûcher de son mari ou se suicide peu après sa mort. Elle était destinée à éviter que les biens ne quittent la famille.

10. La création du Pakistan, pays destiné exclusivement aux musulmans, entraînera une immigration à grande échelle d’hindous et de sikhs dans l’Inde continentale, et une émigration de musulmans dans la nouvelle nation. Elle causera également des émeutes de grande ampleur, provoquant la mort d’environ 2 millions de personnes et laissant quelque 15 millions de personnes sans abri. Le Cachemire, l’État le plus septentrional de l’Inde, demeure aujourd’hui une zone litigieuse puisqu’il est revendiqué à la fois par l’Inde et le Pakistan. Les souvenirs de la partition hantent toujours le pays et sont souvent politisés à des fins électorales.

11. M. S. Golwalkar, le second et le plus important dirigeant du RSS écrit alors : « *Pour préserver la pureté de la Race et sa culture, l’Allemagne a choqué le monde entier en purgeant le pays des races sémitiques — les Juifs... L’Allemagne a également montré à quel point il était quasiment impossible pour les races et les cultures, présentant des différences à la racine, d’être assimilées en un tout unifié... une bonne leçon pour nous en Hindustan* [« Hindustan » signifie le foyer des hindous, N.d.A.] *que nous nous devons de retenir.* »

12. L’un de ses dirigeants a passé un temps considérable en Italie sous le régime de Mussolini, visitant des académies militaires pour comprendre les méthodes des fascistes.

13. Le Parti communiste d’Inde est formé en 1920 par M. N. Roy, également fondateur du Parti communiste du Mexique (le premier parti communiste hors de Russie) ; il sera envoyé par Lénine pour répandre la révolution en Inde. Au même moment, l’orientation socialiste prise par nombreux dirigeants du Congrès, notamment Jawaharlal Nehru, le premier Premier ministre, est due à l’influence de Marx et de Lénine.

14. L’aile ouvrière du RSS jouera un rôle crucial dans l’affaiblissement du parti communiste et aura une influence considérable sur les ouvriers d’usines dans les villes et les zones industrielles.

15. Aucun lien de parenté avec Mahatma Gandhi.

16. Bombay a été renommée « Mumbai » en 1995, d’après une divinité hindoue, quand les nationalistes hindous sont arrivés au pouvoir.

17. Dans un pays démocratique comme l’Inde, où l’accroissement des inégalités se produit au sein d’une société déjà profondément inégale et fondée sur les castes, le soutien politique aux régimes néolibéraux est davantage menacé.

18. L’emploi du terme de « génocide » est discuté parmi les commentateurs. Nous le reprenons dans le sillage du livre de Martha Nussbaum, *The Clash Within: Democracy, Religious Violence, and India’s Future* (Belknap Press, 2007), dont le premier chapitre s’intitule « Genocide in Gujarat ».

19. Le génocide au Gujarat, qui entraîne la mort de plus de 2 000 personnes et le déplacement de plus de 200 000 autres, diffère des autres émeutes de l’histoire de l’Inde indépendante. Au retour de leur prière sur le site de Babri Masjid à Ayodhya, un compartiment du train dans lequel voyagent des militants du Sangh Parivar est incendié à la suite d’une altercation en gare de Godhra. 59 d’entre eux trouvent la mort. En représailles — ce qui est du moins présenté comme tel —, des musulmans du Gujarat sont tués, violés et pillés. La communauté hindoue, majoritaire, est largement soutenue par la machinerie politique et la bureaucratie pour identifier, marquer et tuer des musulmans en les immolant ou les massacrant. Des centaines de femmes sont sauvagement violées et brûlées pour détruire toutes preuves. Des villages sont également incendiés. En 2006, même les juges des juridictions supérieures seront forcés de quitter leur résidence officielle pour se rendre dans des endroits sécurisés. Lors des élections qui suivent le génocide, Narendra Modi l’emporte avec une majorité écrasante. Lui et son parti sont alors à la tête du gouvernement du Gujarat pour les 12 années à venir.

20. Équivalent du gouverneur d’un État aux États-Unis.

21. Modi est désigné comme ministre en chef par la direction centrale du BJP sous les instructions du RSS.

22. La caste de Modi est proche de la caste des commerçants et hommes d’affaires.

Unpublished text for Ballast's Website

The results of the parliamentary elections in India are out: in a first-past-the-post voting system, the Hindu nationalist party (BJP) has won a comfortable majority giving its leader Narendra Modi, a second five-year term. His party’s ideology of political Hinduism is in direct opposition to the vision that the founding fathers of India — Gandhi, Nehru and Ambedkar— had developed for India, after obtaining independence in 1947. This, along

with the rise of capital has made it easier for the traditionally ruling elite to come to the foreground of Indian politics riding on majoritarianism. The language of hatred and strategy of dividing communities espoused by the ruling party, has a long history during which an elite caste remained in power for centuries. ☰ By Siyad Sayid

---



India has a specific social reality : in addition to the general class context, it has a caste context, whose origins go back to ancient times. When groups from Persia, called the Aryans[1] or Indo-Iranians have arrived within the geographical confines of what is now called India, they drove away, down south, the native population from the Indus valley. The members of the ruling class soon came to be called *arya* and the non-Aryans were called *dasa* (« slave »). This is the beginning of the stratification of society, based on the participant’s role in the production process. Over the course of centuries, society came to be divided into four endogamous groups called *jati* (« caste ») : at the top of the ladder was the *Brahmin* (« priest »)[2], then came the *Kshathriya* (« ruler), followed by *Vaishya* (« traders ») and finally the *Shudra* (« labour ») — those outside the caste system were literally the outcastes whose descendants called *Dalits*[3] (« the untouchables ») continue to lead the most wretched lives, even now[4].

> ***« The gradation of people based on birth and occupation managed to survive social reforms and political realignments throughout history. »***

By virtue of its sophisticated design and implementation, the gradation of people based on birth and occupation managed to survive social reforms and political realignments throughout history. This was further helped by the revivalist movements by individuals and organizations belonging to the priestly class. Their philosophy, called « Brahmanism », include mechanisms of resistance to change in power equations and subjugation of

those below them in the social, political, economic and spiritual realms. Thus, Brahmanism and the caste system that underlies it is prevalent across classes and religions — albeit it is most prevalent among the Hindus[5]. The arrival of Islamic invaders to the North of India after 10th century significantly changed the cultural and religious ethos of the population. A large number of lower castes converted to Islam primarily due to the oppression in the parent « Hindu » religion. Forced conversion to establish subjugation and voluntary conversion by the ruling class for power sharing, were other reasons.

« British Raj » and Indian struggle for Independence

When Europeans came in India with the stated aim of trade — and unstated aim of plunder (looking for gold) —, the land was divided into several kingdoms. Before the gradual British acquisition of most of India’s territory, indeed, no single ruler had ever ruled the entirety of the immense sub-continent[6]. The British East India Company started ruling and colonizing the sub-continent in 1757, for cheap procurement of raw materials which would drive the industrial revolution in Europe. Its expansion into the rest of India created large scale discontentment among the kings who ruled the various smaller kingdoms, though some of them supported the British in exchange of military support to fight the other kings. Soon after the local resistance from the kings was quelled by the company, a mutiny erupted among the Indian soldiers of the British Army, in 1857, who were followed by feudal nobility, rural landlords and peasants. This is known as the First war of Independence, where people of all classes, religions and castes fought together against the British. Following 1857, the company was dissolved and the Indian « subjects » directly came under the British Crown.



Rebellion of 1857. Jason Askew's painting

Though the « British Raj[7] » initially spoke the language of reform, it started to become authoritarian and paternalistic. In order to impart the illusion of power sharing, the colonisers introduced representative politics. They decided that the interests of Indians could not be individual, i.e. it had to be for a group or a clan or a commune. The legislatures of British India’s administrative provinces almost arbitrarily demarcated territories, represented societies of communities, not individuals. This division of communities was based on religion, as if all classes and castes of a religious community had similar interests. Wary of another rebellion from the lower classes, the British started adopting the policy of « divide and rule[8] ». Till 1857, though Muslims and Hindus had socio-cultural differences, they lived and traded amicably among the working and trading classes. It has to be noted that the ruling class especially priestly class among the Hindus, the Brahmins, would more often than not, align with the British. This made it easier for the British to disrupt the communal harmony by inciting riots.

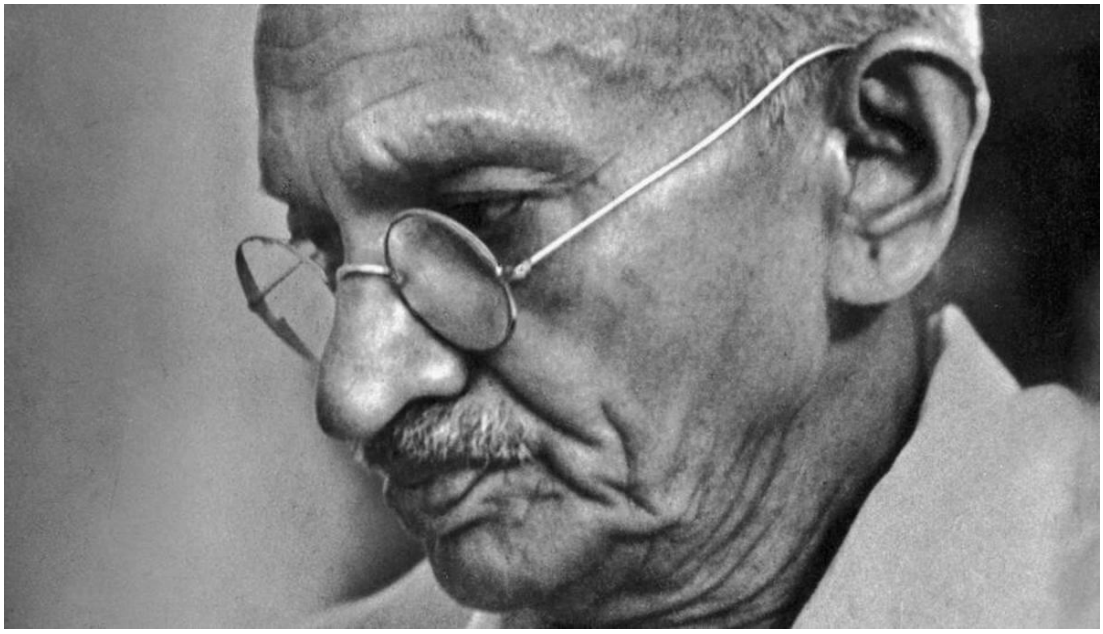
« In order to prevent consolidation of the colonized, the British encouraged divisions. »

But the elites were disgruntled with the ways of the British who demanded subservience in addition to treating all castes as more or less equal. The colonizers also played a not

so insignificant role in legalizing widow remarriage and abolishing abhorrent practices like *sati*[9], much to the displeasure among the upper castes of the Hindu society. The Indian National Congress (INC) was formed primarily by British men to moderate the resistance of the elites. Though founded as a loose association, it soon developed into an umbrella of resistance led by the elites combining people from all castes, classes and religions. It demanded more and more representation in administration, finally demanding the British to quit, eventually under the leadership of Gandhi (the only unanimous leader for both Hindus and Muslims).

In order to prevent consolidation of the colonized, the British encouraged divisions leading to the formation of All India Muslim league by the Muslim elite, in 1906, and Hindu Mahasabha by the Hindu elite, in 1915 — soon replaced in its scope by the Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), formed in 1925. Both the Muslim League and RSS preferred consolidating people from their respective religions thus weakening the Congress. This culminated in the « Two-Nation theory » which advocated a separate nation for the Muslims as they were portrayed and believed to be culturally different. The formation of the Muslim League and RSS played an important role in the large number of communal riots which occurred with increasing frequency[10].

The RSS proclaimed themselves to be a cultural organization, but it visualised India to be a theocratic state of Hindus, led by the priestly class (Brahmins) within 100 years from its formation (i. e. by 2025) by *any* means. Its ideology is inspired from Nazism[11] and its military training program is driven by Mussolini’s methods[12]. RSS firmly believes in « Aryan supremacy » and chauvinistic nationalism where non-Hindus are accorded secondary citizenship. They started establishing *shakhas* (branches) across the country to organize and militarily train Hindus to enable them to fight the « enemies » including Muslims, Christians and another new group who were becoming increasingly powerful and organised, the Communists[13]. The communists in India faced vehement opposition from the elites at all points in their history. In addition to not being able to come to power at the national level, communists found it hard to penetrate their ideology among the masses (except in 2-3 states) primarily due the fact the their ideology do not fit with the Indian conditions and that they also failed to acknowledge the importance of caste in the social structure of the country. Led by these three groups, there were three major ideas of the nation : Communist vision where independence from the British was only a first step, followed by organization and triumph of the proletariat, Congress' vision of a secular social democracy based on anti-colonial inclusive nationalism and the RSS’ vision of a theocratic nation based on political Hinduism called « Hindutva ».



Gandhi (Getty Images)

Post-Colonial India

Immediately following independence and partition, Gandhi was assassinated by a Hindu nationalist who belonged to the RSS. His death alienated members of the Congress and the public in general from the militant Hindu organization. Gandhi’s anointed successor, Jawaharlal Nehru, was a staunch secularist ; he believed that religious communalism will remain the foremost threat to the idea of India. Under his mandate, he made sure that RSS is kept under check. Nehru also understood the fact that the inherently inequalizing tendency of capitalism would undermine the political equality promised by the concept of « citizenship » enshrined in the Constitution. He believed that a model of governance heavily inspired from the Soviet model of planning, led by a democratic parliamentary system, would permit economic independence. Nehru charges his Law and justice minister, B. R. Ambedkar, to write the constitution behind the parliamentary model and to establish social equality. Ambedkar was a vehement critic of the caste system, not just because he was a Dalit, but due to his understanding that the major obstacle to India’s progress was this system of graded slavery deeply instilled in the minds of her people. He made provisions in the constitution to uplift the depressed classes and fought for reforming Hinduism.

« The influence of Nehruvian Socialism and Ambedkarism made the Hindu elites jittery over the prospect of losing power. »

But the influence of Nehruvian Socialism and Ambedkarism made the Hindu elites jittery over the prospect of losing power. Since its foundation in 1925, the support for RSS was primarily limited to people of upper castes ; they first tried thus to continue their work in a covert fashion expanding its reach among various communities including the working class[14], farmers, neo-landlords and even tribal people, forming various organizations collectively called the « Sangh Parivar ». The Parivar’s attempt at social extension resumed, years later, when a parliamentary report known as the Mandal Commission report established that 52 % of India's population (40 % of the Indian voters) belonged to a section called Other Backward Class (OBC). The report advised the government to allocate a percentage of jobs and seats in educational and other institutions to this OBC population — a populist measure which could benefit not only the financially backward people belonging to the Shudras (the labour class in the caste system) and Muslims, but also to the Hindu OBC population.

At the same time, in 1980, the political wing of the RSS was formed, the Bharatiya Janata Party (BJP). The BJP realised the importance of spreading its influence among the Hindu OBC population. To do it, it need to deepen the chasm between Hindus and Muslims initiated by the assassination of Gandhi. Hindutva activists started the *Ram Janmabhoomi Mandir* movement (the « temple of Ram's birthplace » movement), asking for the construction of a temple for the god Ram in the city of Ayodhya. Ram is an Aryan god important for the priestly class, believed to have reincarnated in this city. But the sacred site of the Babri Masjid, which should host the temple is a mosque, built by the first Mughal emperor, Babar, around 1528. Though this dispute originated in the second half of the 19th century, it regained prominence after the partition between India and Pakistan in 1947. In order to consolidate the Hindu OBC population under its umbrella and to maintain the power of elites, BJP conducted in 1990 religious processions across the country known as the *Ram Rath Yatra* (« The charioted procession for Ram »). The processions resulted in Hindu-Muslim riots across the country as it was successful in provoking Muslims and evoking anti-Muslim sentiments among Hindus. A few Hindus under the auspices of RSS, placed idols of Ram and Sita and started laying claim to the site to erase the mosque — news spread that the idols had appeared miraculously and the miracle indicated that the god wanted a temple built on that very location. The site became disputed and the mosque was closed.



Rath Yatra led by one of the founders of the BJP, L.K Advani

But it's during the tenure of Indira Gandhi[15], Nehru’s daughter, that the Sangh Parivar started infiltrating government institutions. In her bid to come back to power after an electoral failure, Indira cooperated with political parties and organisations of all religions and castes. She deployed radical activists to infiltrate political parties of the opposition and weaken them. In turn, bureaucrats aligned with these organizations started getting important positions in the government. Sangh Parivar was the most important beneficiary in this exchange of favors. This strategy led her, in 1984, to send the military « Operation Bluestar » to kill Sikhs regional political militants in the Golden Temple (operation that caused her assassination by two of his own bodyguards, who were also Sikhs). After her death, a decision from her son and successor as the prime minister, Rajiv Gandhi, further increases the influence of RSS : he succumbed to the pressures of Muslim religious groups to reverse a progressive judgement issued by the judiciary to reform some religious practices, which gave the RSS an opportunity to portray him and his government as pandering to orthodox Muslims. The Sangh Parivar roused emotions among people on the need to organize Hindus to fight the consolidation of orthodox Muslims, who were supposedly aiming to destroy Hindu culture. They demanded to open up the disputed Babri Masjid mosque in Ayodhya for worship by the Hindus ; and Rajiv duly obliged. Such a nationwide mobilisation led some 200,000 RSS workers (led by elected members of the central and state parliamentary bodies) to travel

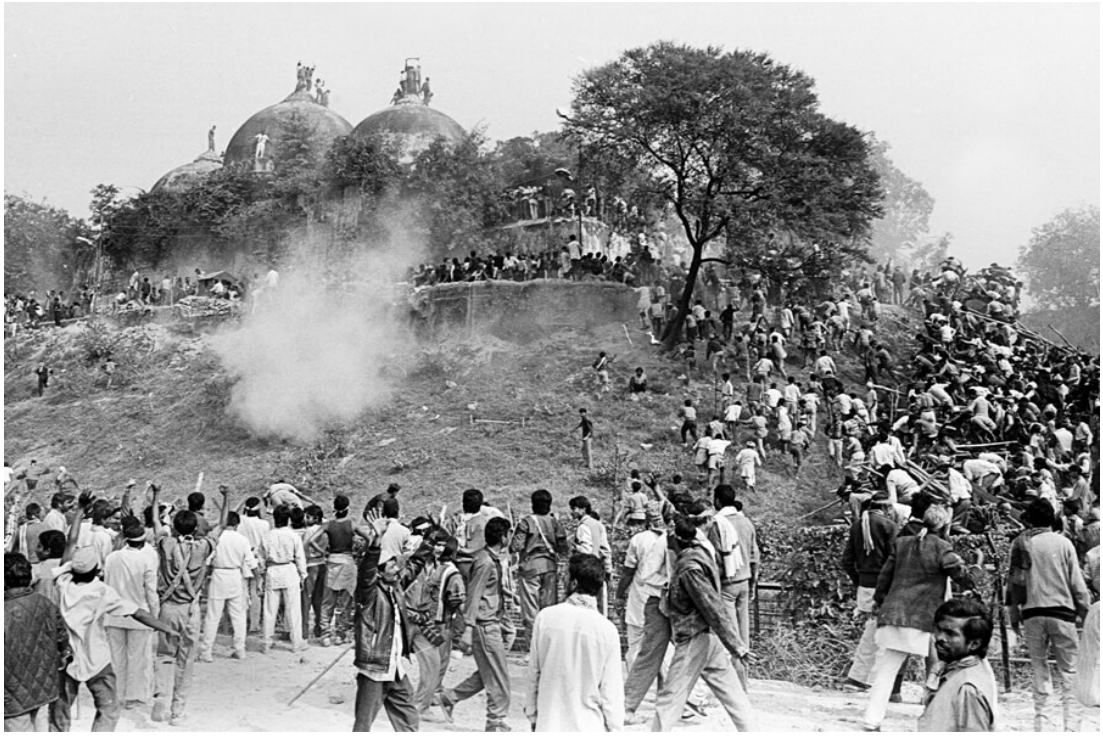
from across the country to Ayodhya and occupy the mosque then take it down in an organized fashion — extracting revenge, in 1992, on Muslims who had hurt their pride by demolishing a Ram temple in 1528.

Rise of Hindutva and Capital

> ***« Religion for votes — though prohibited by the constitution — became the norm and the most effective method to get to power. »***

This episode marked a watershed moment in the history of the young nation. The demolition was widely telecast on TV across the nation. Hindu groups led victory processions across the country which led to widespread riots. In quite a few areas, Muslims organized protest marches which more often than not, turned violent. The city of Bombay, now called Mumbai[16], known to be the most cosmopolitan city in India, witnessed large scale riots leading to the death of around 1000 people. The polarisation which had been initiated during colonial period, now started accelerating at breath neck speed. Religion for votes — though prohibited by the constitution — became the norm and the most effective method to get to power.

In the meantime, the government initiated reforms to open up the economy. India which had a fixed exchange rate system till 1991, started having problems in balance of payments since 1985. By 1990, the government was close to default and IMF agreed for a bail out, based on conditions for liberalising the economy. The Congress abandoned its socialist project to pursue neoliberal economic policies under the Oxbridge educated finance minister, Dr. Manmohan Singh, who went on to become the prime minister in 2004. The pursuit of neo-liberalism meant a shift, even in official pronouncements, from the inclusive Nehruvian nationalism which had till then been subscribed to, towards a bourgeois nationalism of the conventional aggrandizing kind, similar to the one in Europe at the time industrial revolution. GDP growth irrespective of conditions of the working population, a dichotomy reminiscent of both mercantilism and classical political economy, was an indicator of this. But there was also a common refrain about India becoming an « economic superpower », and almost every problem began to be seen with reference to this goal.



Demolition of the Babri Masjid (T. Narayan)

This kind of bourgeois nationalism sees the nation as distinct from its people, and standing above them (people were expected to sacrifice themselves for the nation and gain no material benefits from it) ; in parallel, Hindutva forces also place nation as a metaphysical concept. Neoliberals insulate themselves from democratic politics (the financial bureaucracy typically hired from the World Bank and the IMF remains unchanged even when the government changes), but not sufficiently : they have to look for additional ways to ensure that democratic assertion of the people doesn’t jeopardize their plans, especially in times of an economic crisis[17] ; thus began the association of Hindutva and capital.

The Congress government completed its term in 1996, not before deep chasms were created in Indian polity. The first overtly right wing Hindutva government came to power in the large state of Maharashtra (whose capital is Bombay, also the financial capital of the country) ; in 1999, it's the central government which is given to the founder of BJP, A. B. Vajpayee. The government continued to pursue neoliberal policies along with ushering in a new wave of Hindutva. Curriculums of educational institutions were changed and bureaucrats favourable to the ideology were given important positions. Clearly, the RSS had its eyes set on long term goals. The BJP government’s rule was marked by the genocide of Muslims[18] in the state of Gujarat in 2002[19], under the leadership of its Chief

Minister[20] — a former RSS worker of Gujarat, who later proved to have had bigger ambitions of power than anybody else in the history of the country : Narendra Modi[21].

> ***« In a deeply polarised Gujarat, he made sure that Muslims were treated as second hand citizens by creating fear in their minds. »***

Modi had established himself as the unrivalled leader in the state of Gujarat, after the genocide. He publicised himself as the « Hindu Hriday Samrat » (« Emperor of Hindu hearts ») who is unforgiving towards « injustices » meted out to Hindus. In a deeply polarised Gujarat, he made sure that Muslims were treated as second hand citizens by creating fear in their minds. Hindus unabashedly declared their pride in having shown Muslims « their place ». Many people of Gujarat consider the rivalry in trade and industry contributed to the genocide ; soon, Hindus started side-lining their Muslim counterparts in various other sectors. Within a few years, Modi reinvented and publicised himself as the man for development. Gujarat, with its community of industrialists, traders and businessmen followed a capitalistic model under Modi's auspices and grew faster than most other states. Labour laws were weakened, land was given at throw away prices for businesses to be setup and expanded. Add to it the gigantic marketing campaign which Modi and BJP used, which helped magnify his repertoire many times, across the national media. The fact that many of the business conglomerates were from Modi's home state of Gujarat helped his cause[22], in making claim to be BJP's prime ministerial candidate. The BJP — with help of media — led by its cronies successfully portrayed the main leader of opposition, Rahul Gandhi, as an ignoramus (« Pappu »). RSS identified fight against corruption as a platform to unite the supporters of Modi ; without coming to the forefront, RSS mobilised gurus, bureaucrats and prominent members of the civil society to launch an agitation « India against corruption », in Delhi. All these elements coupled with massive public relations exercises led by world's best agencies and the lack of a prominent opposition resulted in Modi becoming the prime minister in May 2014, with a majority for the first time since 1984. The promise was a « Gujarat model ».

Beginning of an era of darkness

In the initial period, Modi went about consolidating his position in the party and the government, side-lining everybody who could possibly be a threat to his power. BJP government soon became « Modi government ». He also created grand plans (like « Make in India », purportedly to increase industrial output), but none of them materialised into action. He also visited the neighbouring countries — including India's arch enemy Pakistan — portraying himself as a world leader. Many of Modi's decisions

were aimed at the state elections in India’s largest state, Uttar Pradesh, held in May 2017. BJP won with a thumping majority winning 325 out of 403 seats. Modi and the BJP's leader, Amit Shah, with the advice of RSS, installed a monk, Yogi Adityanath, with a proven record of anti-minority violence as the head of the state.



BJP flags (DR)

In 2017, the Modi government introduced legal restrictions on slaughtering cattle further legitimising violence related to cow. Instances where the victims were charged with cases for killing cows increased in the country. Cow is considered holy by many in North India. Though all sections of the population used to eat beef and other animals till as recently as 10th century AD, upper castes started prohibiting meat around the time of Islamic invasion to ascertain their purity and to distinguish themselves from the others. Moreover, the lower castes were increasingly considered dirty for their work of skinning dead cattle and meat eating habits. The idea of purity became not just limited to mating habits but eating habits. To the Sangh Parivar, this belief — which he largely contributed to popularize — play a strategic role : to create a figure of « the other », based on eating habits. It made it convenient for the Sangh Parivar to consolidate the Hindus across castes and attack Muslims and other minorities including Christians and Dalits. Incidents of killing by lynching mobs became banal events in a short time. If they received prominent coverage in the media initially, it has almost become a non-issue, lately.

« The Hindutva forces are not only reactionary, but counter-revolutionary. »

The government went on an all-out attack against educational institutions as is the case with every authoritarian rule. Those who spoke against the government are treated as anti-nationals. Moreover those who spoke against the policies of Modi are being increasingly treated as anti-India. Aided by the continued privatization and commoditization of education since the 1990s, the Modi government promotes anti-intellectualism by appointing academicians with very limited credentials apart from being sympathisers to the Sangh Parivar. The latter realised a long time ago the fact that intellectual hegemony is the precursor to other forms of hegemony. The aggressive stance of these « academicians » is clearly an assault on thought and reason, which helps to thwart all progressive social change, achieved in the last 70 years including the upliftment of the downtrodden, however little it might be.

The Hindutva forces are not only reactionary, but counter-revolutionary. Their entire agenda is centred on the concept of *Hindu Rashtra* (« Hindu Nation »), where a small group of people belonging to the Sangh Parivar and corporate oligarchy determines state policy — though, right now, it is only one man, Modi. Another notable point is how the caste system is central to institutionalized Hinduism. The aggrandizing nationalism espoused by the Hindutva forces aims to bring back the old hierarchies as per their ideologues’ veiled and vague concept of « Integral Humanism ». Turning the clock back on whatever social and political change India has had since independence, engineering a social counter-revolution, employing terror against anyone who dreams of a less unequal society, using sedition laws against those who speak of social injustices, cannot lead to any kind of social equilibrium. A dangerous situation, with no end in sight and no progressive potential, would then ensue, which would only make India join the ranks of the so-called « failed States » like its immediate neighbour, Pakistan, leading the country back to a collection of states divided by language, caste and religion often feuding with one another.



Narendra Modi (AFP)

Therefore it is essential that a collective of progressive elements would unite the oppressed classes across the population by opposing the Hindutva elements’ assault on democratic institutions in the name of nationalism. Given the current state of fragmentation in the opposition, this is highly unlikely to happen in the immediate future. However, the fall of Modi is more likely to happen due to his differences with the Sangh Parivar, which have already started coming to the fore : the Sangh does not appreciate the authoritarian tendencies of Modi and his unwillingness to share power. Their inability to find an alternative to Modi combined with Modi’s side-lining of all possible alternatives has resulted in a deadlock. Modi will find it difficult to cling onto power without the help of Sangh, and Sangh will find it very difficult to find another leader of Modi’s stature and cold-bloodedness required to convert India to anything close to a Hindu Nation.

What will remain of the idea of India in the multidimensional battle between the all-powerful Modi and his coterie, the Sangh Parivar and the oppressed population led by progressive intellectuals and political leaders, remains to be seen. « *India is like some ancient palimpsest on which layer upon layer of thought and reverie had been inscribed, and yet no succeeding layer had completely hidden or erased what had been written previously* » wrote Jawaharlal Nehru. The prevailing trend of Hindu nationalism is threatening to destroy the palimpsest altogether, and to replace it with a print of Danse Macabre. That idea of India which for a vast majority of people, is an emotion, difficult to

explain, is being threatened. This is a battle which, however long and arduous, should be fought at all costs.

Photographie de bannière : Rath Yatra (DR)

NOTES

1. The name « Aryan » draws on misinterpreted references from Rigveda (one of the earliest scriptures) by Western scholars in the 19th century. Though academics object to its usage, this term will be continued to be used in this article as it has wide ranging implications for the current political economy of India.

2. The priestly class, the Brahmins enjoyed and continues to enjoy disproportionate share of the various shades of power despite forming only less than 5% of the population. This power chiefly derived from their status in society to promote or demote people to and from various castes. They held exclusive rights to the learning and use of religious scriptures and the conduct of rituals associated with the gods. The caste system evolved into a socio-political religious system dominated by the upper castes.

3. The term *Dalit* was coined by B. R. Ambedkar, the Father of the Indian Constitution, who himself was a Dalit. *Dalit* literally means « broken ».

4. In some villages, water from certain wells are denied to the Dalits.

5. The variety of religious practitioners came to be collectively called the Hindus after the arrival of the Europeans.

6. The largest kingdom or empire was under the emperor Akbar, from the Muslim dynasty Mughal (which ruled parts of north India from 1526 to 1858).

7. *Raj* means rule in Hindi.

8. The same method was used in Palestine, later on.

9. *Sati* is he funeral custom where a widow immolates herself on her husband’s pyre or takes her own life in another fashion shortly after her husband’s death. This was practised to make sure that property does not go outside the family.

10. The creation of Pakistan, exclusively for Muslims, led to large scale migration of Hindus and Sikhs into mainland India and Muslims into the newly created nation ; it also led to large scale riots and to the death of around 2 million people and about 15 million being rendered homeless. Kashmir, the northern most state of India remains a contentious area to this date, with both India and Pakistan laying claims to it. Memories of partition still haunt the country, and are often politicised for electoral benefits.

11. M. S. Golwalkar, the second premier and the most important leader of the RSS wrote : « *To keep up the purity of the Race and its culture, Germany shocked the world by her purging the country of the Semitic Races — the Jews... Germany has also shown how well-nigh impossible it is for races and cultures, having differences going to the root, to be assimilated into one united whole... a good lesson for us in Hindustan* [Hindustan means abode of Hindus, nda.] *to learn and profit by* ».

12. One of its leaders spent considerable time in Italy during Mussolini’s regime to understand the methods of the fascists by visiting fascist military academies.

13. The Communist Party of India was formed in the 1920 by M. N. Roy, who also founded the Communist Party of Mexico (the first communist party outside Russia) and who was sent by Lenin to spread revolution in India. At the same time, the socialistic leanings of many leaders in the Congress, especially Jawaharlal Nehru, the first prime minister, was due to the influence of Marx and Lenin.

14. The worker’s wing of the RSS played a pivotal role in weakening the communist party as they started exerting considerable influence among factory workers in industrial cities and areas.

15. Indira is not related to Mahatma Gandhi.

16. Bombay was renamed « Mumbai » in 1995 after a Hindu goddess, when the Hindu nationalists came to power.

17. Political support for neoliberal regimes in democratic countries like India is far more threatened, due to heightened inequality in an already deeply unequal society based on caste.

18. The term « genocide » is discussed among commentators. We use it in the wake of Martha Nussbaum’s book, *The Clash Within : Democracy, Religious Violence, and India’s Future* (Belknap Press, 2007), whose first chapter is entitled « Genocide in Gujarat ».

19. The genocide in Gujarat which led to the death of more than 2000 people and

displacement of more than 200 000 is different from other riots in the history of independent India. On their return from offering prayers at the Babri Masjid site at Ayodhya, a compartment of the train in which the Sangh Parivar workers were traveling was set on fire due to an altercation at Godhra railway station. 59 of them died. In what is said to be a reaction to this incident, Muslims were killed, raped and looted across the state of Gujarat. The majority community of Hindus was extensively supported by the political machinery and the bureaucracy in identifying, marking and killing by burning and butchering Muslims. Hundreds of women were brutally gang-raped and burned to destroy evidences. Housing societies were set on fire. Even high court judges had to shift from their official residences to safe locations. In the elections following the genocide, Narendra Modi won with a thumping majority. He and his party was to head the government in Gujarat for 12 years.

20. Equivalent to the Governor of a state in USA.

21. Modi was nominated to be the Chief Minister by the BJP central leadership under directions from the RSS.

22. Modi’s caste is closer to the caste of traders/businessmen.
